

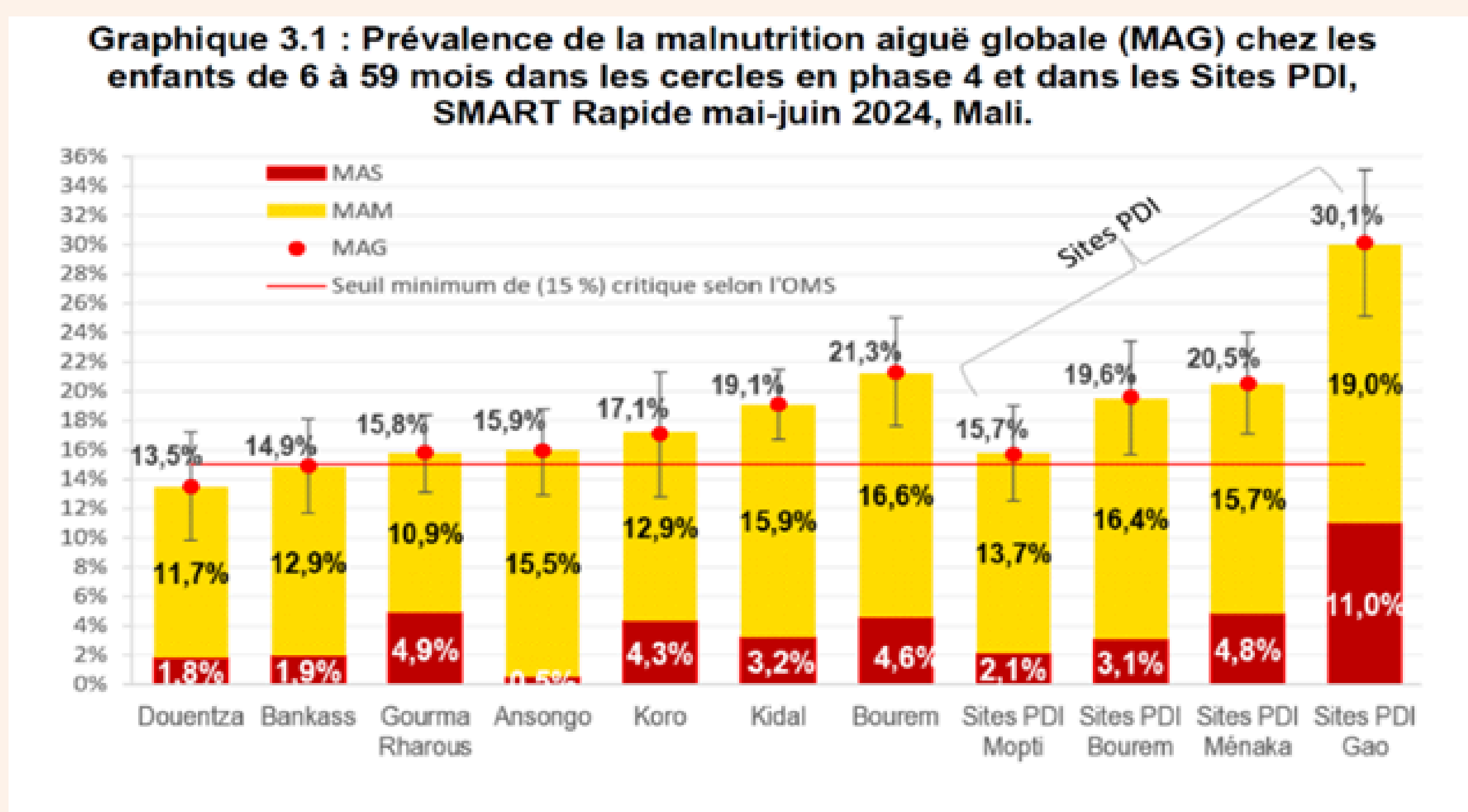


“Face à la crise nutritionnelle qui sévit au Mali, les acteurs humanitaires appellent à la mobilisation pour une réponse efficace et coordonnée : plus de 500.000 personnes ont besoin d’une assistance immédiate.”

Depuis 2012, le pays est en proie à des conflits qui contribuent largement à la succession de crises alimentaires et nutritionnelles, avec des conséquences désastreuses sur les populations. Des conflits armés ont forcé les populations à fuir les zones touchées, laissant derrière elles toutes leurs ressources, les rendant ainsi dépendantes de l'aide. Cette situation risque aussi d'augmenter les tensions entre communautés.

Au-delà des conflits qui exacerbent une vulnérabilité alimentaire assez précaire, un phénomène prévisible et aggravant sévit : la période de soudure. En cours actuellement, celle-ci est particulièrement pénible pour les ménages vulnérables qui, sans assistance, n'ont aucun moyen pour assurer leur alimentation, surtout que le peu de ressources qui existe fait l'objet d'un partage solidaire entre les communautés hôtes et les personnes déplacées.

L'enquête RAPID SMART[1] menée du 27 mai au 11 juin 2024 et le rapport de l'ENSAN[2] publié en juillet 2024, démontrent clairement la causalité entre les problèmes émanant des conflits et la situation alimentaire et nutritionnelle alarmante.



Comparativement à la SMART rapide réalisée en mars 2023, la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est inquiétante dans les sites des déplacées de Gao qui est passée de 15,1 % de malnutrition aiguë globale (MAG) en 2023 à 30,1 % en 2024.

Plus alarmant est la malnutrition aiguë sévère (MAS) qui était à 4,2% l'année passée pour toucher actuellement 11% des enfants entre 6 et 59mois, un niveau jamais atteint pendant les dix dernières années.

[1] SMART: Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions-. L'enquête SMART a été menée par la Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique (DGSH) en collaboration avec l'Institut National de la Statistique (INSTAT) avec l'appui Technique et financier de ACF, IRC, UNICEF et World Vision.

[2] Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Bien qu'on observe une réduction dans les sites de Ménaka, ceux-ci restent toujours en situation critique (supérieure à 15 %) avec une prévalence dans les sites de déplacés qui passe de 26,9% de MAG et 8,2% de MAS en 2023 à 20,5% MAG et 4,8% de MAS en 2024.

Agir maintenant pour sauver des vies

Nous devons agir immédiatement afin d'éviter une aggravation désastreuse des taux de malnutrition dans les zones les plus touchées : les cercles de Gao, Ménaka, Kidal[3], Ansongo, Bourem, Koro, Bankass, Douentza, Gourma-Rharous, ainsi que les sites de déplacés de Gao, Mopti, Ménaka, Ansongo, Bourem et Bamako. Ces données viennent corroborer l'ENSAN de février et publiée en juillet de cette année, qui montre que les prévalences les plus élevées de l'Insécurité Alimentaire modérée et sévère sont observées dans les régions de Kidal (53,5%), Ménaka (50,2%), Gao (30,7%) et Tombouctou (22,1%).

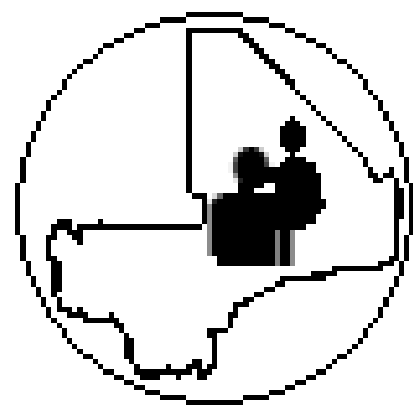
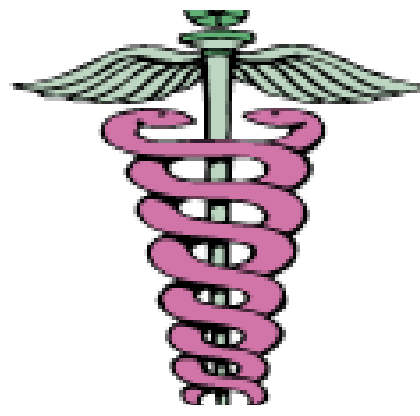
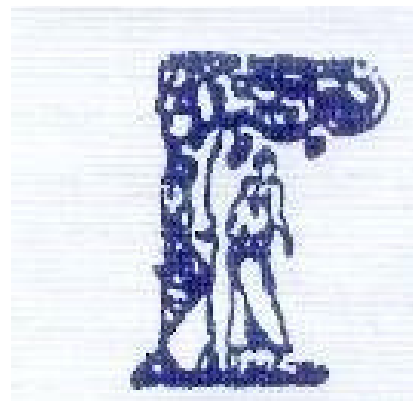
Le cluster nutrition sous le lead du Ministère de la Santé et du Développement Social, UNICEF et le co-lead ACF a identifié une réponse immédiate de 27,2 millions USD pour répondre aux besoins nutritionnels urgents de 517 695 personnes dans les zones de haute priorité au cours de la période de soudure, allant de juin à août 2024.

Les besoins de financement pour la réponse nutritionnelle d'urgence en 2024 sont estimés à 74,7 millions USD, dont seulement 15,6M USD (20%) ont été sécurisés. Il est impératif de fournir les 59,3M USD restants pour une réponse optimale à la crise nutritionnelle. Sachant que les besoins en sécurité alimentaire pour 2024 s'élèvent à 222 millions USD, dont seulement 40 millions USD ont été engagés (15%)[4]

Nous appelons à une mobilisation immédiate de tous les acteurs, afin de fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux populations hôtes et dans les sites prioritaires de personnes déplacées.

[3] Il s'agit des cercles de Gao Centre, Ménaka Centre, Kidal Centre.

[4] <https://fts.unocha.org/plans/1194/summary>



SIGNATAIRES

FONGIM, PONAHA, ACD, Action Contre la Faim, AFAD, AJCAD, AMAPROS, APROFEJ, APSM, Ayuda en Acción, CAEB, CARE, CASE-SAHÉL, Cri de Coeur Mali, Danish Refugee Council, EFFAD, Femmes et Développement, GARDL, GREFFA, HONEY, Islamic Relief, OMAES, OMPIDES, Plan International, Save the Children, STOP-SAHÉL, Think Peace Sahel, UAVES, Vivre au Sahel, WALE, Woiyo Kondeye, World Vision, YA-G-TU